



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 3880

Texte de la question

POLITIQUE DE SÉCURITÉ

M. le président. La parole est à M. Daniel Goldberg, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. M. Daniel Goldberg. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur.

Le besoin de sécurité est essentiel pour tous les citoyens de notre pays, et Nicolas Sarkozy en avait fait un de ses marqueurs. À la fin de son mandat, force est de constater que votre méthode, vos choix d'organisation des forces de l'ordre, la relation de défiance que vous avez entretenue entre la police et la population, tout cela amène à un constat amer, celui de votre échec en ce domaine.

Ce matin encore, une banque a été attaquée à La Courneuve. La Seine-Saint-Denis a connu plusieurs morts violentes liées à la circulation des armes et, s'il est combattu, le trafic de stupéfiants n'est pas endigué.

Un chiffre résume votre action : 13 338, soit le nombre de postes supprimés depuis 2007, une réalité qui rend encore plus difficile l'action des policiers et gendarmes sur le terrain.

Ce dont nous avons besoin, ce sont des policiers de proximité, plus nombreux, mieux formés, qui connaissent les habitants et le terrain où ils agissent ; ce sont des commissariats modernes, pour une action plus efficace et un accueil digne du public.

Nous pouvons certes discuter sur des chiffres, mais je vous parlerai, moi, de ce que ressentent des habitants souvent démunis face à la violence subie, mais aussi parfois désarmés au vu de certaines interventions musclées, non proportionnées à la situation.

Récemment, à Aulnay-sous-Bois, il s'en est fallu de peu que la mèche ne s'allume à nouveau et que la situation ne dégénère. Sans le rôle d'apaisement joué par les élus locaux et les médiateurs de la ville, en lien étroit avec le commissariat local, nous aurions pu être confrontés à une nouvelle explosion de violence.

En utilisant parfois de manière inadaptée les brigades anticriminalité, vous n'avez jamais su renouer avec la population une relation de confiance pourtant essentielle. Aussi, monsieur le ministre, quand accepterez-vous enfin de prendre la mesure de vos échecs et de changer la méthode qui tient lieu de doctrine depuis 2002 ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Philippe Richert, ministre chargé des collectivités territoriales.

M. Jérôme Lambert. Où est le responsable ?

M. Philippe Richert, *ministre chargé des collectivités territoriales*. Monsieur le député Daniel Goldberg, je voudrais d'abord excuser le ministre de l'intérieur Claude Guéant, qui accueille en ce moment le président Ouattara.

Permettez-moi ensuite de me montrer surpris de ce que vous affirmez. En effet, vous tentez une fois de plus de dissimuler la réalité des faits.

M. Jean Glavany. Non, c'est votre échec !

M. Philippe Richert, *ministre*. Vous mentez aux Français ! *(Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.)* Le Gouvernement, en ce qui le concerne, s'attachera toujours à défendre la réalité des faits.

La délinquance, monsieur le député, a diminué depuis 2002, alors qu'elle avait explosé sous votre gestion.

(Mêmes mouvements.) Pour l'année 2011, les résultats de la lutte contre la délinquance sont encourageants, puisque celle-ci est en baisse pour la neuvième année consécutive. Les chiffres sont ce qu'ils sont : ils traduisent la réalité. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* La délinquance de proximité, qui regroupe les

coups, agressions et vols sous les diverses qualifications pénales, a baissé de 4,15 %, soit une diminution de 60 000 faits ; depuis 2007, elle a baissé de 20 %, soit une diminution de 364 000 faits ; depuis 2002 enfin, elle a baissé de 40 %. (*" C'est faux ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Patrick Lemasle. Bidouillage de chiffres !

M. Philippe Richert, *ministre*. Ce n'est pas en contestant ces chiffres que vous changerez la réalité quotidienne des Français.

Je rappelle également, pour que les choses soient bien claires, que, sous le dernier gouvernement de gauche, entre 1997 et 2002, la délinquance générale avait explosé de 17,76 %, ce qui représentait une augmentation de 620 000 faits. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Quant à la délinquance de proximité, elle avait augmenté de près de 10 %. Voilà la réalité !

Je tiens enfin à souligner que le travail d'initiative des services de la police et de la gendarmerie nationale a progressé à la demande du ministère de l'intérieur de 6,4 % en un an, soit 23 000 faits supplémentaires.

M. Jean Glavany. Tout va très bien !

M. Philippe Richert, *ministre*. Le Gouvernement poursuit donc son action avec détermination pour assurer la sécurité des Français, qui reste notre préoccupation majeure. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Merci à chacun d'entre vous, réunis ici sous le regard de nos compatriotes, de bien calibrer ses propos.

Données clés

Auteur : [M. Daniel Goldberg](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3880

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Collectivités territoriales

Ministère attributaire : Collectivités territoriales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 janvier 2012